

Accord professionnel

**INSERTION (ISCT)
(12 septembre 2007)**

ACCORD DU 12 SEPTEMBRE 2007
RELATIF À LA CRÉATION D'UNE INSTANCE DE SANTÉ ET CONDITIONS
DE TRAVAIL (ISCT) AU SEIN DES ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION
NOR : ASET0850190M

Entre :

Le SYNESI,

D'une part, et

La CFDT ;

La FPSE-CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La volonté commune des partenaires signataires de cet accord est de favoriser concrètement le dialogue concernant la santé et les conditions de travail à l'intérieur des ACI. L'une des voies pour y parvenir est de mettre en place une nouvelle instance pour l'ensemble du personnel, sans distinction de statut et exclusivement lorsque l'obligation légale de constituer un CHSCT n'est pas remplie. Cette nouvelle instance s'appellera « instance de santé et conditions de travail (ISCT) ».

L'ISCT est une instance de consultation.

Sa mise en œuvre, organisée par l'employeur, l'est à titre expérimental dans tous les ateliers et chantiers d'insertion concernés par le présent accord.

Article 1^{er}

Objectif

L'objectif est de créer un espace de dialogue dédié à tous les salariés : encadrants et salariés en parcours d'insertion.

Cet espace ne se substituera pas au droit syndical et aux différentes instances représentatives dans l'ACI et permettra une expression collective des salariés.

Cette instance permettra l'information et le recueil des observations des salariés en matière de prévention de la santé, de la sécurité et de l'amélioration des conditions de travail.

Article 2

Compétences de l'ISCT

Les compétences de cette instance consultative porteront sur :

- l'analyse des conditions de travail et des risques professionnels ;
- le respect des prescriptions législatives, réglementaires et la mise en œuvre des mesures de prévention préconisées ;
- le développement de la prévention santé et sécurité par des actions de sensibilisation, d'information et de formation ;
- l'analyse des circonstances et des causes des accidents du travail.

Ces compétences ne se substituent pas aux obligations légales en vigueur.

Article 3

Composition

L'ISCT sera composé de :

- l'employeur ou son représentant ;
- les représentants des salariés sur la base au minimum d'un représentant par tranche de 10 salariés, tout en veillant à ce que les différentes activités soient représentées.

Les salariés en parcours d'insertion représenteront, au minimum, 50 % des représentants des salariés présents à l'ISCT.

La participation des salariés à l'ISCT sera basée sur le volontariat. L'employeur organisera, tous les 2 ans, une réunion plénière avec l'ensemble des salariés qui décideront du mode de désignation de leurs représentants. Les salariés et l'employeur choisiront également des modalités de remplacement en cas de départ d'un représentant au cours des 2 années.

Aucune condition d'ancienneté ne sera requise pour participer à cette instance. Les membres ne pourront prétendre aux règles spécifiques des membres d'un CHSCT.

La mission des membres consistera à recueillir et rendre compte des difficultés ou des améliorations à apporter en matière de santé, sécurité et conditions de travail.

Pourront être invités :

- le médecin du travail ;
- l'inspecteur du travail ;
- la CRAM ou la MSA ;
- le personnel de santé rattaché à la structure ;
- toute autre personne « ressource ».

Article 4

Fonctionnement de l'ISCT

L'instance de santé et conditions de travail sera présidée par l'employeur ou son représentant. Un minimum de 2 réunions annuelles sera à tenir. Ces réunions seront considérées comme du temps de travail effectif. Un crédit de 2 heures par réunion et par salarié participant sera attribué pour la préparation de celle-ci.

Un relevé de décisions sera rédigé conjointement par les membres à la fin de chaque réunion et celui-ci sera diffusé auprès des salariés. Il contiendra aussi les points que l'ensemble des participants souhaite aborder lors de la prochaine réunion.

Article 5

Expérimentation et modalités d'évaluation de l'ISCT

Dans le cadre d'une phase expérimentale de 2 ans, les signataires du présent dispositif expriment leur volonté pour qu'au moins 25 ACI participent à la mise en place de cet accord.

Les signataires visent également à une généralisation de ce dispositif, après évaluation.

Les ACI volontaires appliqueront au minimum l'ensemble des clauses contenues dans le présent accord et pourront l'enrichir d'initiatives locales.

L'évaluation de cette expérimentation sera conduite par un groupe paritaire.

Le suivi est destiné à parvenir à un texte final de l'ISCT en définissant, à partir de l'analyse de l'expérience, les conditions minimales devant s'appliquer partout et les modalités laissées à la libre appréciation des acteurs.

Ce suivi s'organisera sous forme de questionnaires, complétés si nécessaire par des auditions, en particulier pour les initiatives que l'instance paritaire de suivi aurait jugé les plus intéressantes, et se structurera autour de 3 thèmes qui feront chacun l'objet d'une synthèse.

Premier thème : Mise en place

Il sera analysé :

- les documents d'information établis par l'employeur ;
- la procédure de désignation mise en place ;
- le degré de volontariat (pas de candidatures, des candidatures suscitées, plusieurs candidatures...) ;
- les modes de désignation des salariés.

Deuxième thème : Fonctionnement

Il sera analysé :

- la fréquence des réunions et leur durée ;
- la participation et le renouvellement éventuel des membres ;

- la préparation par l'ensemble des membres et le temps passé à la préparation ;
- les sujets abordés et les modalités d'établissement de l'ordre du jour ;
- les personnes extérieures invitées et leur apport ;
- la forme du relevé de décision et sa diffusion ;
- les modalités de communication avec les salariés non membres de cette instance ;
- l'implication effective des salariés en insertion ;
- les formations mises en œuvre.

Troisième thème : Effets

Il sera analysé :

- les effets de cette instance sur le fonctionnement des ACI ;
- l'évolution des accidents de travail ;
- la compréhension des exigences en matière de sécurité, et leur appropriation par les salariés ;
- la durée optimum pour un mandat dans cette structure ;
- le relais des questions évoquées dans l'instance par les délégués du personnel (quand ils existent) ;
- le recueil de l'analyse faite des partenaires extérieurs invités à l'ISCT sur son fonctionnement et ses effets.

Article 6

Durée de l'accord

La durée de l'expérimentation sera de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2008. L'instance paritaire de suivi se réunira au minimum 3 fois durant l'expérimentation.

Fait à Paris, le 12 septembre 2007.

(Suivent les signatures.)